



## Samedi 26 décembre

En ce samedi 26 décembre 2020, j'ouvre le journal « *le Progrès de Rambouillet* » : c'est le numéro paru le samedi 26 décembre 1920, il y a tout juste cent ans.

Vous l'avez sans doute remarqué, ce journal, dont les numéros parus de 1898 à 1940 sont disponibles aux Archives Départementales des Yvelines, constitue la source principale de mes articles.

Avant de feuilleter ensemble ce numéro centenaire, résumons l'histoire de ce journal local, témoin d'une époque où il en existait plusieurs à Rambouillet. Chacun était à la fois un organe d'information, et le soutien militant d'un parti politique.

En l'occurrence, « *le Progrès* » était un journal *républicain*, farouchement hostile aux monarchistes, et partisan d'une laïcité pas toujours dénuée d'anticléricisme.

### L'histoire du Progrès de Rambouillet :

Le premier numéro du « *Progrès de Rambouillet et de Dourdan* », qui se définit comme « *l'organe d'Union Républicaine* » a été imprimé à Rambouillet, 51 rue Nationale, le samedi 24 décembre 1898.

Son propriétaire et rédacteur en chef est Jules Maillard, qui sera conseiller municipal, et accessoirement propriétaire des bâtiments de l'ancienne poste de Rambouillet (lire [l'article](#)).

Le numéro coûte 10 centimes, avec un abonnement annuel de 4 francs, et un « *tarif spécial pour instituteurs et employés d'administrations publiques* » de 3 francs.

Ses autres recettes proviennent des « *annonces légales (20 centimes la ligne), des annonces diverses (25c/l), des réclames (50c/l) et des faits divers (1 franc la ligne)* ».

Chaque numéro comporte 4 pages, en une feuille double pliée en deux et imprimée recto-verso. Les textes sont présentés en 5 colonnes de largeur égale.

Pas de grands titres : ce qui attire principalement l'œil ce sont les noms des localités : Rambouillet, Dourdan, et de nombreuses autres communes de l'arrondissement.

Les articles d'une colonne se poursuivent dans la colonne suivante, et le dernier de la première page, se poursuit en page deux. La page quatre est réservée aux annonces légales et aux *réclames*.

La vente de la librairie de Mme Monnoury à M. et Mme Banet, le 15 décembre 1898 est la première information commerciale importante, publiée dans le Progrès, avec des réclames pour les entreprises Redon Frères, les charbons Henri Hamon et la cidrerie Cuvelier.

Aucun article n'est signé, et l'unité de style laisse penser que Jules Maillard était, non seulement le directeur, administrateur et rédacteur en chef du journal, mais aussi son unique journaliste.

Le 1er juillet 1899 son prix baisse de moitié, à 5 centimes.

A partir du 2 septembre 1899 le journal est également distribué à Montfort-l'Amaury, Chevreuse et Limours et devient « *l'organe d'union Républicaine de l'arrondissement de Rambouillet* ».



Le 2 juin 1906 le Progrès fusionne avec un autre journal local, dont il partage les idées politiques : « *l'Union Républicaine* ». Jules Maillard devient directeur – administrateur, et J. Faivre, l'ancien directeur de l'Union Républicaine, devient rédacteur en chef du nouveau journal qui adopte la devise. « *Ni réaction, ni révolution* ».

Le 27 novembre 1909, Faivre quitte le journal. Maillard reprend son poste jusqu'au 4 juin 1910. A cette date, le journal fusionne avec « *le journal de Rambouillet et de Seine-et-Oise* », et se présente désormais comme « *l'organe de Concentration et d'Entente Républicaine* ». H. Beau prend le poste de rédacteur en chef rebaptisé poste de « *directeur politique* ».



En août 1912 Marcel Morand prend la direction du journal à la place de Jules Maillard, alors âgé de 47 ans. En reste-t-il propriétaire, ou lui a-t-il cédé son journal ?

A partir du 15 août 1914, et durant toute la guerre les journaux politiques décident de respecter une union sacrée. *Le Progrès* de Marcel Morand, *l'Indépendant* d'Alfred Douchin et *l'Union Républicaine* de Louis Barret se regroupent pour imprimer dans les locaux de la rue Nationale de Rambouillet, « *la Presse rambolitaine* », en deux pages (une simple feuille recto-verso), vendue 10 centimes.



*La Presse Rambolitaine* paraît ainsi durant 57 mois. Puis, les journaux reprennent leur parution individuelle le 9 mai 1919.

Marcel Morand en est toujours le responsable. H. Beau semble avoir quitté le journal.

Après avoir été vendu 15 centimes, le journal revient à 10 centimes le 7 janvier 1921. Il est à nouveau publié en 4 pages.

Le 16 août 1924 sa mise en page est rajeunie et simplifiée, pour devenir simplement « *Le Progrès, Organe de la Démocratie Républicaine de la Région de Rambouillet* »



Mais dès la semaine suivante le titre s'enrichit d'un nouveau sous-titre « *Le journal de Rambouillet et de Seine-et-Oise et le Progrès réunis* » et se présente maintenant comme « *Organe de Concentration et d'Entente Républicaine.* ».



Le 5 septembre 1925 Marcel Morand a la satisfaction d'annoncer à ses lecteurs que « *sans renier son passé, sans modifier sa ligne de conduite, Le Progrès dispose de moyens qui vont lui permettre de lutter contre les organes de droite, de se répandre dans la région, et de devenir un organe politique et d'informations à la publicité recherchée.* »

Lucien Degas est devenu administrateur du journal dont Morand reste directeur - et sans doute rédacteur en chef.

Le prix du numéro est passé provisoirement à 15 centimes, avec une hausse à 20 annoncée à partir de novembre ( qui n'interviendra finalement que le 15 mai 1926). Les annonces sont désormais à 1 fr 50 la ligne en annonce légale, 2 fr en 5ème et 6ème page, et 3 fr en faits divers.

Le journal est passé de 4 à 6 pages. Il est imprimé sur 6 colonnes, avec des titres qui peuvent en regrouper plusieurs, gagnant ainsi en

lisibilité, et le journal publie régulièrement quelques photos. Il reste fidèle à sa vocation de journal local et républicain, et continue à ne s'intéresser qu'aux seules informations de l'arrondissement.

Le 7 août 1926 il passe à 25 centimes.

Alors que sa date de parution avait toujours été le samedi, le journal en change pour le jeudi, du 2 au 30 décembre 1926, pour choisir finalement de paraître le vendredi à partir du 7 janvier 1927.

Le 7 août 1936 il passe à 30 centimes, et le 6 août 1937 à 40 centimes.

Durant ces années, il paraît en 6 ou 8 pages selon les numéros, mais à partir du 1er septembre 1939 il revient aux seules 4 pages de ses débuts.

Fusionné avec « *la Gazette de Seine et Oise* » durant la guerre le journal soutient clairement, et jusqu'en 1944, le gouvernement du M<sup>al</sup> Pétain. A la Libération il se voit donc interdit de publication pour collaborationnisme, et la famille Thome le rachète pour en poursuivre la diffusion sous le titre des « *Nouvelles de Rambouillet* ».

Un article disponible sur le site raconte l'histoire de ce journal qui existe toujours.

Jules Maillard, le fondateur du *Progrès* meurt à Paris le 29 décembre 1940 à l'âge de soixante quinze ans.

## Le numéro du 26 décembre 1920

Ce numéro vous aurait donc coûté 15 centimes, mais vous vous seriez réjoui de savoir qu'il baisserait à 10 centimes dès le numéro suivant. Soit quand même 30% de baisse ! ( 10 centimes 1920 valent à peu près 0,10 € de 2020 )

Ce que l'on remarque tout de suite, pour ce numéro de Noël ... c'est précisément que rien n'y évoque Noël !

En 1920, la fête de la Nativité est, certes, très importante pour les chrétiens, mais « le Progrès », qui se dit alors fièrement « *organe de Concentration et d'Entente Républicaines* » assume une laïcité militante et se croirait déshonoré d'évoquer une fête religieuse. Au demeurant, en 1920, les commerces ne se sont pas encore approprié cette occasion de faire exploser leur chiffre d'affaires.

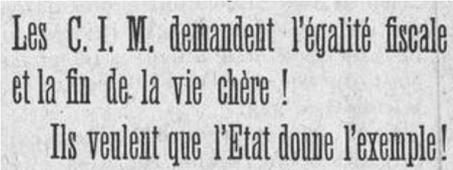
C'est donc un numéro banal, que rien ne permet de distinguer des autres numéros de l'année.

Et ceci interdit toute comparaison avec le journal d'aujourd'hui. Dommage, c'était pourtant mon idée initiale !

Voici quand même quelques extraits, ou résumés de ses principaux articles :

Les C.I.M, ce sont d'influents groupes des *Commerçants et Industriels Mobilisés*. Réunis en AG le 20 décembre ils réclament notamment :

« 2° *L'égalisation et la péréquation des charges fiscales pour toutes les catégories de contribuables :*



Les C. I. M. demandent l'égalité fiscale  
et la fin de la vie chère !  
Ils veulent que l'Etat donne l'exemple !

*travailleurs, commerçants, agriculteurs, rentiers, fonctionnaires et coopératives.* ( il est intéressant de noter que les commerçants et les agriculteurs ne sont pas des « travailleurs ». Je ne me permettrais pas de remarques sur les fonctionnaires !)

3° *L'expropriation, pour cause de salubrité publique, des fortunes brusquées (sic) de tous les profiteurs de guerre sans exception.*

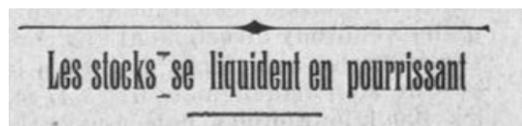
4° *La fin de la vie chère, dont ils sont victimes, tout autant que les consommateurs.*

5° *Ils exigent en conséquence que l'Etat et les producteurs donnent les premiers l'exemple, par une baisse simultanée du charbon, du pétrole, des matières premières, du blé, de la viande, des transports et des impôts. »*

Voici finalement un article qui pourrait paraître aujourd'hui, et recueillir l'adhésion de ses lecteurs !

Plus loin un autre article dénonce la mauvaise gestion des stocks. Curieusement pas de rapport évident avec l'arrondissement de Rambouillet, puisqu'il s'agit de confitures du Vaucluse, mais une occasion de critiquer le gouvernement !

En bref : « *A Orange (Vaucluse), le Ravitaillement avait un stock de confitures qui lui avait coûté 1.200.000 francs. Le vendeur avait spécifié qu'elles devaient être consommées dans les trois mois. Elles y sont depuis trois ans !*



Les stocks se liquident en pourrissant

*Les boîtes ont éclaté et les confitures se sont partout répandues, pourrissant le plancher du magasin. L'Administration des Domaines a voulu, l'autre jour, procéder à une vente aux enchères. Elle a trouvé 40 francs du tout - du tout qui a coûté 1.200.000 francs !*

*L'offre n'a pas été acceptée, et l'Administration s'est retirée sur ses propositions, après avoir payé les frais d'annonces s'élevant à 160 francs.*

*Les dépôts du ravitaillement fourmillent de fonctionnaires et d'officiers. Soyez convaincu qu'on ne trouvera pas parmi eux un responsable.*

*Personne n'est responsable. Jamais. »*

Au fond; ne suffirait-il pas de remplacer le mot « *confitures* » par celui de « *masques* » pour pouvoir publier aujourd'hui le même article ?

Pour mémoire la chasse au château constituait alors le principal attrait de Rambouillet, aux yeux de nos dirigeants, et de leurs invités prestigieux.

Mais il ne s'agit ici que d'une *petite* chasse, avec un seul ministre et quelques parlementaires, tous cités dans l'article. D'où le tableau modeste de « *632 pièces comprenant 6 chevreuils, 202 faisans, 424 lapins.* »



Chasse officielle à Rambouillet  
La 2° chasse officielle a eu lieu samedi dans les tirés du parc.

Aujourd'hui les chasseurs demanderaient l'anonymat afin de ne pas risquer de perdre une partie de leurs électeurs !



Lors de l'inauguration d'un monument aux morts, un émouvant discours a été prononcé par M. Roux, instituteur d'Auffargis, ancien combattant, et le journal le reprend dans sa totalité.

Sans doute pourrait-on encore le publier aujourd'hui, mais en oubliant une mise en garde comme celle-ci : « *Nos morts nous disent : « ne vous endormez pas, veillez sans cesse. L'Allemagne existe toujours. Sa mentalité n'a pas changé, elle est affaiblie, mais elle est toujours à redouter... »* »

Les comptes de la Caisse d'Épargne de Rambouillet étaient alors publiés chaque semaine. Dans ce numéro nous apprenons ainsi que la Caisse a récolté « *du 12 novembre au 19 décembre 29.697,56 francs de 110 déposants dont 20 nouveaux.* »

*Elle a remboursé à 24 déposants, dont 13 pour solde : 9 731,78 francs »*

Rappelons que 1 franc 1920 correspond pratiquement à 1 euro 2020.

Aujourd'hui les comptes de la Caisse ne sont plus publiés dans la presse hebdomadaire. Il est toutefois facile d'imaginer qu'en un mois la Caisse de Rambouillet collecte beaucoup plus de 30 000€ !

Autre rubrique régulière : le journal publiait chaque semaine les jugements du Tribunal Correctionnel de Rambouillet. C'est ainsi que dans celui-ci, on lit notamment ces condamnations :

« - 8 jours de prison à Dureau Jean, ancien porteur aux Halles, pour mendicité et vagabondage » (on sait qu'il s'agit d'un délit sévèrement réprimé : voir [cet article](#) )

- 25 francs d'amende à Victor Laine de Pontchartrain pour vol de matériel au préjudice de Mme de Villehermose.

- 50 francs d'amende avec sursis à Vigne François demeurant à Pontchartrain, pour outrages à un représentant de la force publique. (...)

Il semble que le tribunal ne se soit pas montré plus généreux en cette période de Noël, qu'en temps normal. De telles publications seraient-elles possibles aujourd'hui ? Sans doute pas en mentionnant ainsi les identités. Mais surtout, elles n'intéresseraient les lecteurs que si les condamnés étaient des personnalités du monde politique, ou du monde du spectacle. Ou du monde du *spectacle politique* ...

Par contre, la 4ème page, réservée aux annonces et publicités - qui n'étaient encore que des « réclames » - pourrait être reprise pratiquement sans changements, en actualisant seulement les noms, adresses ou montants indiqués.

Bien sûr, certains commerces ont disparu ! Nul doute, par exemple que Mme Rambour-Faurel a su *mériter la confiance* des anciens clients de Mme Labussière. Mais en dépit de ses efforts et de ceux qui lui ont succédé, le marché des *chapeaux et casquettes pour hommes et garçonnets* n'a cessé de se réduire.

Quant aux *réparations de cols, cravates et bretelles, etc.* je doute qu'il suffise aujourd'hui à rentabiliser un commerce.

Quoique ... quoique... Le fait qu'il n'en existe plus aucun à Rambouillet ne prouve rien, et à l'époque où nous cherchons à revitaliser le cœur de ville, il y a peut-être une piste à creuser !

En tous cas, je *tire mon chapeau à ce chapelier* pour le style de son annonce : on ne l'écrirait certainement plus ainsi aujourd'hui !



Je referme ce numéro centenaire. Aucune comparaison n'est décidemment possible avec le journal que j'ai acheté ce matin !

Noël a changé. Les attentes des lecteurs ont changé. Les journaux ont changé. Mais ceux d'autrefois méritent bien d'être relus de temps en temps, et beaucoup sont en ligne, sur les sites de Gallica ou des Archives du département !

Christian Rouet